

[traduction du STTP]

Nyon, le 22 octobre 2018

Dest. :

Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Carla Qualtrough, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, gouvernement du Canada

Jessica L. McDonald, présidente du conseil d'administration et présidente-directrice générale par intérim de Postes Canada

Les travailleuses et travailleurs des postes méritent mieux!

Madame,
Monsieur,

UNI Global Union (Internationale des compétences et des services) croit comprendre que la direction de Postes Canada a rejeté, le 20 octobre dernier, des propositions cruciales en matière de santé et de sécurité présentées par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) dans le cadre des négociations collectives.

Le rapport de 2017 sur la responsabilité sociale de Postes Canada confirme l'urgence d'agir en matière de santé et de sécurité. Le rapport révèle que le nombre d'accidents du travail les plus graves (accidents entraînant la perte de journées complètes de travail) s'est accru de 36 % l'an dernier par rapport à l'année précédente. De fait, le nombre d'heures de travail perdues en 2017 pour cause d'accidents a augmenté de 46 % par rapport à 2015.

De tous les secteurs d'activité de compétence fédérale, ce sont les services postaux qui enregistrent le taux d'accidents du travail le plus élevé. En effet, Postes Canada affiche un taux 5,4 fois supérieur à la moyenne du secteur fédéral. Cette situation touche les travailleuses et travailleurs de tous les établissements de traitement du courrier de Postes Canada, ainsi que les factrices et facteurs. Au cours des quatre dernières années, les membres du STTP ont subi 30 774 accidents au travail. De ce nombre, 14 751 étaient des accidents invalidants.

Pourtant, Postes Canada refuse de prendre des mesures adéquates pour remédier à la situation et régler d'autres questions cruciales. Elle a rejeté des propositions visant à maximiser le nombre d'emplois à plein temps au sein de l'unité de l'exploitation postale urbaine et à assurer le paiement de toutes les heures travaillées par les factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS). La direction veut plutôt que ces derniers travaillent des heures prolongées et des heures supplémentaires sans recevoir de rémunération en contrepartie.

Le STTP, syndicat affilié à UNI, veut négocier une convention collective qui réduira la surcharge et mettra fin à ce vol de salaire. En tant que fédération syndicale mondiale, nous appuyons la lutte pour de bons emplois sécuritaires dans le secteur postal. Tous les travailleurs et travailleuses ont droit à un emploi sain et sécuritaire. Le respect de ce droit est essentiel pour permettre aux travailleuses et travailleurs des postes de fournir un service de qualité qui contribue à assurer la rentabilité et la durabilité du secteur postal.

UNI appuie totalement les revendications du STTP visant à apporter des solutions aux questions non réglées. Nous demandons à la direction de Postes Canada et au gouvernement canadien de reprendre la négociation collective, de régler les questions relatives à la sécurité d'emploi, de mettre fin aux heures supplémentaires obligatoires et à la surcharge de travail, de renforcer les mesures en matière de santé et de sécurité, d'étendre les services et d'assurer l'équité salariale des FFRS.

UNI Global Union et ses affiliés sont entièrement solidaires de leurs consœurs et confrères du STTP et des travailleuses et travailleurs des postes canadiens. Nous appuierons tous les moyens de pression nécessaires pour ramener Postes Canada à la table de négociation et conclure une convention collective qui assurera des conditions d'emploi saines et sécuritaires aux postes.

Sincères salutations,

Cornelia Broos, directrice du secteur Poste et logistique

UNI Global Union

Mobile : +41 79 682 07 85 / Tél. : +41 22 365 21 15

cornelia.broos@uniglobalunion.org | www.uniglobalunion.org

@uniglobalunion

gl/scfp1979